

XVIIIe Congrès des élus régionaux et départementaux
Allocution d'ouverture du président de la Région Guadeloupe
Mercredi 12 juin 2024 - Hôtel de Région

Monsieur le président du conseil départemental et président du congrès,
Mesdames et messieurs les parlementaires,
Mesdames et messieurs les élus, chers collègues,
Mesdames et messieurs en vos grades et qualités,
Chers invités,
Chers téléspectateurs et auditeurs,
Très Chers Guadeloupéens,

Réunis ce matin pour le 18^e Congrès des élus régionaux et départementaux, en présence de l'ensemble des élus guadeloupéens ; sous le regard lucide et sans complaisance des Guadeloupéens, pour paraphraser Maryse Condé, permettez-moi de rappeler que 25 années se sont écoulées depuis la signature de la déclaration de Basse-Terre.

Et depuis le 1^{er} décembre 1999, le monde a changé à de nombreuses reprises !

De nombreux évènements déterminants se sont succédés, déstructurants les fondements du monde d'avant, pour le reconstruire avec, souvent, de nouvelles règles, de nouveaux enjeux !

La Guadeloupe n'est pas isolée de ce monde !

Et encore ce dimanche, la France, et la Guadeloupe avec, a changé !

C'est une évidence et les Guadeloupéens le comprennent parfaitement.

Tous les jours, ils s'adaptent, s'ajustent, innovent, luttant pour améliorer leurs conditions de vie.

Ici, le taux de personnes vivant sous le seuil de pauvreté est deux fois supérieur à la moyenne nationale, ces foyers cumulent les handicaps.

Les taux de personnes en « grande pauvreté » atteint près de 12%!

Notre première responsabilité est de répondre aux attentes des guadeloupéens, de les accompagner quotidiennement.

En Guadeloupe, la forte abstention des élections européennes sont un baromètre fiable du niveau de défiance des citoyens.

De plus, des associations de citoyens d'usagers de l'eau, de la protection de l'environnement, de défense des contribuables fleurissent au sein du paysage local.

Celles-ci exigent désormais de co-produire les stratégies de politiques publiques mises en place par les collectivités locales.

Elles souhaitent même dans certains cas participer à l'élaboration des normes édictées.

La défiance nous impose de proposer un nouveau contrat social, mais en associant « concrètement » les guadeloupéens à la production des politiques publiques.

C'est un des moyens à la disposition des institutions publiques pour parvenir à regagner la confiance de la population.

Ce sentiment est perceptible lorsque l'on tend l'oreille et qu'on écoute avec attention.

Notre jeunesse est créative, elle s'ajuste elle aussi aux soubresauts du monde.

Des outils existent et leur utilisation doit être optimisée tels que le référendum d'initiative citoyenne (RIC) ou faire appel à un tirage au sort de citoyens pour composer nos conseils consultatifs.

L'élu n'est pas l'ennemi du peuple guadeloupéen, nous sommes « condamnés » à travailler, vivre et réussir ensemble.

Mais, permettez-moi ce constat simple et réaliste ; non, la Guadeloupe n'attend pas le Congrès pour s'adapter, évoluer, s'améliorer dans ce monde soumis aux crises et aux dérèglements géopolitiques et climatiques.

Notre responsabilité nous oblige à répondre aux aspirations des Guadeloupéens, à améliorer l'efficacité des politiques publiques que nous menons en leur nom, à accompagner leurs initiatives ; **ce Congrès ne sera utile que si nous réussissons à avancer dans cette direction-là !**

Mais, nous devons nous rassembler autour de certaines valeurs et de certains principes qui nous font grandir.

Celles que nous avons portées « ensemble » en 2015 lorsque nous avons sollicité les suffrages des guadeloupéens. Car, nous avons pris un engagement clair et surtout sincère.

Partage des responsabilités, parité, respect des minorités ...

Car gouverner, ce n'est pas faire croire, car gouverner c'est prévoir, c'est anticiper et c'est construire un avenir meilleur pour les générations futures.

Parmi ces nombreux engagements, il y en a qu'un qui demeure le « potoman » de ma pensée politique.

Celui qui consiste à toujours mettre le guadeloupéen au centre des changements et de la transformation des institutions.

Je situe les guadeloupéens et la Guadeloupe bien au-dessus des partis.

Bien que je respecte le choix des uns et des autres d'y adhérer.

Mais je préfère puiser mon inspiration chez les femmes et hommes qui ont construit ce pays en faisant fi de tout esprit partisan.

J'émet le souhait de continuer à agir pour l'ensemble de nos compatriotes indistinctement de leurs appartenances et orientations politiques.

Je maintiendrais ce choix et personne ne pourra me faire vaciller, « Gouverner c'est Agir, sans allégeance ni soumission ».

C'est vrai qu'il nous revient à nous, élus, d'expliquer notre vision prospective avec nos arguments, appuyés sur les limites et difficultés de l'architecture institutionnelle et administrative actuelle de la Guadeloupe.

Nous devons aussi d'ailleurs reconnaître, avec plus d'humilité, que certaines de nos interrogations, celles qui concernent le juste rapport à implémenter avec l'État, n'est pas une spécificité Guadeloupéenne, ni même ultra-marine.

L'essentiels des constats et des recommandations que nous retrouvons dans nos travaux figuraient déjà tant dans le Livre Blanc des Régions de 2021 que dans les propositions formulées lors du Congrès des Régions à Marseille, en 2018, qui regroupait les représentants des associations des Départements et des Maire de France.

« Restaurer et renforcer la déconcentration de l'État, donner davantage de pouvoir d'agir aux collectivités pour rendre un meilleur service public aux Français, lutter contre les doublons et les enchevêtrements autant que contre la parcellisation des compétences de l'État en de nombreuses agences... »

Partout en France, il est question de plus de démocratie, d'efficacité de l'action publique et surtout de renouer le lien entre les citoyens et les élus.

Mais j'insiste pour rappeler que ce sera aux Guadeloupéens, de définir le sens et la portée des évolutions qui permettront, demain, de gérer notre archipel.

Les travaux de la commission ad-hoc, sont venus enrichir les nombreuses contributions passées.

Nous sommes unanimes à reconnaître les constats, avons déjà, à de nombreuses reprises circonscrit le périmètre des propositions d'évolutions susceptibles de rassembler l'ensemble des Guadeloupéens.

Nous avons la matière, elle est peut-être aujourd'hui encore plus riche et complète.

Il est donc temps de passer de la parole aux actes et prendre date avec les Guadeloupéens.

Oui, il reviendra aux Guadeloupéens de trancher ; mais en pleines connaissances des choses.

Car ce qui semble nous manquer, reconnaissons-le, c'est la confiance de nos concitoyens.

Aurions-nous pu penser que les élus seraient victimes d'agressions par leurs administrés dans leurs propres communes ?

Je ne reviendrai pas sur le score du Rassemblement National, il a été suffisamment commenté par tous.

N'est-ce pas là, chers collègues, le symptôme, a minima, de notre incapacité à consolider le lien de confiance entre la population et nous, élus ?

La déclaration de Basse-Terre montre que nos prédécesseurs avaient déjà saisi la défiance croissante de la population envers ses élus.

Sentiment qui depuis, s'est distillé dans la société et qui a été amplifié par les bouleversements politiques et économiques mondiaux qui n'ont pas épargné notre archipel.

Face à cette tendance, en tant que membre du monde associatif, en tant qu'élu, j'ai toujours défendu le collectif et le terrain : une discussion devant une boulangerie, au marché le dimanche matin ou encore à la mi-temps d'un match sur un terrain de football du quartier...

Cette méthode fondée sur le "nous" plutôt que le "je" et qui met la concertation et l'intérêt des Guadeloupéens au centre du jeu, est celle

que j'ai appliqué avec l'ensemble des Guadeloupéens, quelque soit mes mandats électifs ou associatifs.

Expliquer l'action, concerter nos concitoyens et surtout répondre concrètement et en responsable.

Dans la salle, je retrouve de nombreux collègues, ceux avec qui, j'ai collaboré d'abord en tant que conseiller municipal, maire, député et depuis deux mandatures comme président de la Région Guadeloupe.

Oui, notre mission, notre destin est bien de travailler ensemble, avec détermination et sans complexe, pour construire la Guadeloupe.

Ensemble, avec un strict respect des opinions et des responsabilités de chacun ; c'est comme cela que nous réussissons !

Réussir à rapprocher nos administrations de la population ; les politiques publiques doivent d'abord être mises en œuvre avec et pour les Guadeloupéens.

Les visites de terrain, quasi-quotidiennes ou encore notre commission extrarégionale citoyenne sont les outils qui nous permettent d'entendre et de tenir compte des préoccupations et propositions des citoyens.

C'est ma méthode, depuis toujours !

C'est cette approche qui m'a permis, depuis 8 ans, malgré les contraintes budgétaires, réglementaires et le contexte particulièrement riche en crises sanitaires, géopolitiques et climatiques, de garder le cap et de demeurer au service des Guadeloupéens.

C'est aussi cette méthode que je vous invite à utiliser pour construire, avec les Guadeloupéens, l'organisation politique et administrative de notre bel archipel.

De la crise sanitaire aux effets des conflits géopolitiques, en passant par les dégâts laissés par Fiona en 2022, Philippe et Tammy en 2023 ; notre résilience et notre devoir de responsabilité ont été nos piliers pour continuer d'avancer.

La Région Guadeloupe, à l'instar de nombreuses collectivités guadeloupéennes, assument le choix de ne pas renchérir la pression

fiscale sur les ménages Guadeloupéens, tout en renforçant notre capacité à offrir un service public à la hauteur de leurs attentes.

Nous avons aussi su sortir du périmètre de compétence, tel que le prévoyait la loi, dès lors qu'il s'agit de contribuer à améliorer la vie de nos concitoyens :

C'est important de le rappeler ici ; tout comme les Guadeloupéens, notre capacité à agir n'a pas attendu les résolutions du Congrès !

En huit ans, 10 écoles sur 18 en chantiers ou en étude sont désormais aux normes parasismiques, des infrastructures routières communales neuves ou rénovées assurent la sécurité des usagers,

Les Guadeloupéens disposent dorénavant, à moins de 30 minutes de leur domicile, de déchetteries et à moins de 10 minutes ils peuvent aussi accéder à de nouveaux équipements sportifs installés dans l'ensemble des communes ...

Difficile, de ne pas revenir sur le dossier de l'eau et de l'assainissement qui illustrent encore trop souvent, les carences de nos politiques publiques.

Pourtant, l'action des collectivités territoriales sur ce sujet continue d'être vigoureuse !

La Région, mais aussi le Département et l'Etat, y consacrent des moyens, tant humain que financier, rappelons qu'aucun de ces trois acteurs institutionnels n'étaient « compétents » sur l'eau !

Nous étions ensemble à la table des négociations avec le collectif des planteurs de canne pour lancer les récoltes et nous n'hésitions pas à contacter les autorités de santé pour qu'un médecin généraliste puisse s'installer à la Désirade pour pallier les déserts médicaux.

La Région Guadeloupe, pourtant « enfermée » dans un carcan institutionnel qui montre ses limites, à force d'agilité mais surtout grâce à une volonté commune, contribue là où les Guadeloupéens ont besoin d'elle.

Oui, nous avons démontré que nous sommes capables de prendre en main notre destin, contrairement à l'idée que certains souhaitent diffuser dans l'inconscient collectif guadeloupéen.

Ces éléments viennent en illustration à mon propos principal qui est que l'action, au service des Guadeloupéens, ne peut souffrir d'aucun délai !

A nous donc, dans le cadre de ce Congrès, d'adapter notre architecture institutionnelle à la Guadeloupe d'aujourd'hui.

A nous, élus guadeloupéens, à faire preuve d'humilité et à nous constituer gardiens de la volonté et des intérêts du peuple Guadeloupéen plutôt que de pousser en avant nos idéologies ou l'arithmétique politique.

Car il nous faut mesurer, avec modestie, la distance qu'il nous reste encore à franchir pour garantir le succès.

Et si nous devons avoir ce regard lucide sur nous-mêmes, sur la Guadeloupe, qui elle, a su évoluer avec le reste du monde, n'est-il pas temps, chers collègues, d'accepter que la Guadeloupe a changé ?

Aujourd'hui, notre archipel doit s'inscrire dans le temps de l'efficacité, de l'efficacité des politiques publiques.

La population attend surtout de ses élus, l'amélioration continue de sa qualité de vie : il me semble que c'est notre principale responsabilité !

C'est surtout, en répondant présent, que nous pourrions restaurer les rapports de confiance avec la population.

Il nous appartient ainsi de moderniser nos outils, nos méthodes mais surtout nos postures pour qu'aux yeux de ceux qui nous observe, nous soyons plus crédibles.

Pour ceux qui s'interrogent : j'ai toujours été en faveur de l'évolution pour la Guadeloupe.

Je suis d'ailleurs fier d'avoir mené le combat aux côtés de Jacques Gilot, de Lucette Michaux-Chevry et de bien d'autres en 2003.

L'appel de Fort-de-France que nous avons lancé avec nos homologues des régions ultrapériphériques françaises avait bien pour objectif

d'instaurer une nouvelle donne, de réformer l'organisation de l'État pour renforcer sa déconcentration, de donner davantage de pouvoir d'agir aux collectivités pour rendre un meilleur service public aux citoyens ultramarins.

Ce sont exactement ces éléments que l'on retrouve encore dans le communiqué de presse de Régions de France publié le 30 mai dernier.

Je n'entends donc pas ici renier ma conviction et ma foi profonde et absolu en la Guadeloupe !

Dans notre résolution, adoptée le 20 décembre 2019, nous, élus guadeloupéens avons décidé de proposer « de réviser la Constitution afin de doter la Guadeloupe d'une loi organique pour tenir compte de sa situation spécifique et singulière ... » .

A défaut d'une telle révision, de permettre, dans le cadre d'un assouplissement de la notion d'adaptation, une évolution de la gouvernance locale, en vue de pouvoir élaborer des normes à l'échelon local ... » .

Nous n'avons pas à attendre « le grand soir » pour gagner en efficacité.

Tous, responsable de notre avenir, nous sommes des passeurs de lumière.

Pour ceux qui ont connu et contribué dès 1999, jusqu'aux plus jeunes générations qui n'étaient pas nées à cette date, nous nous devons de porter haut le flambeau et être dignes de notre héritage.

Se hisser sur les épaules de nos géants ... c'est de cette hauteur que nous pourrons mieux « boire les horizons nouveaux » comme l'écrivait Florette MORAND.

C'est sans doute de cette hauteur, que nous pourrons nous retrouver « adan on pli gran soley » ...

Je vous remercie pour votre attention.